

Discours du Groupe majeur femmes international à l'AG de l'ONU 24 septembre 2013

jeudi 17 octobre 2013

Le "Groupe majeur femmes" assure la participation effective des organisations non gouvernementales de femmes dans les processus politiques des Nations unies sur le développement durable. Il s'est exprimé le 24 septembre à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies.

Traduction groupe français Genre et développement soutenable, version originale en anglais en pdf téléchargeable en bas de l'article.

Groupe majeur Femmes International (Women Major Group)

24 septembre 2013

Discours prononcé à la réunion inaugurale du Forum politique de haut niveau sur le Développement durable, « Bâtir l'avenir que nous voulons : de Rio +20 à l'agenda pour l'après 2015 », à l'ONU

Gita Sen, au nom du groupe majeur Femmes

J'interviens au titre des groupes majeurs, et en particulier au titre du groupe majeur Femmes.

Ces groupes ont été mis en place après le Sommet de la Terre de 1992 pour assurer la participation de la société civile et des mouvements sociaux à la prise de décision pour le développement durable,

En toute humilité, je ne parle pas au nom des femmes et des filles du monde. Qui suis-je pour représenter une fille afro-descendante handicapée survivant dans une favela ou une femme autochtone conservant son mode de vie dans les montagnes, ou la femme dalit ouvrière agricole qui lutte pour nourrir ses enfants face à de multiples discriminations et aux impacts du changement climatique ?

Cependant je parle à partir de leurs perspectives, des perspectives qui sont celles de la moitié des habitants du monde, des jeunes filles et des femmes trop longtemps subordonnées et opprimées par les systèmes de genre patriarcaux, surchargées de travail et de responsabilités, mais sans que nous ayons la possibilité de prendre des décisions ou la liberté de faire des choix qui affectent toute notre vie.

Nous pensons qu'il y a quatre composantes essentielles au développement durable que nous recherchons toutes et tous :

Premièrement, le développement durable a des pré-requis importants qui, au-delà de l'environnement, touchent au système économique, dont la pression peut conduire les gouvernements à détruire ou vendre le capital naturel, y compris la terre et les minerais ainsi que des éléments essentiels des biens communs.

Ceci requiert des systèmes financiers mondiaux et nationaux bien régulés avec des mécanismes d'investissement, de commerce et de financement qui protègent l'environnement et promeuvent les droits humains, sans être instrumentalisés pour renforcer des pratiques commerciales déloyales, le protectionnisme ou des arbitrages internationaux qui annulent ou fragilisent les lois et les politiques nationales.

Les principes qui devraient nous guider intègrent non seulement le principe de précaution et celui de pollueur-payeur, mais aussi les principes d'équité et de justice consacrés dans le principe de

responsabilités communes mais différenciées, la solidarité et la subsidiarité, de même que le consentement libre, préalable et éclairé et le règlement pacifique des différends. L'équité et la redistribution sont aujourd'hui inévitables parce que nous sommes très proches de limites écologiques critiques.

Deuxièmement, le développement durable n'est possible que si les droits humains y sont au centre. Ces droits - universels, indivisibles et interdépendants - incluent notre droit à une vie libérée de toutes privations et la pleine reconnaissance de la nécessité de moyens de subsistance durables, la primauté du droit et l'absence de violence, y compris la violence sexuelle et les crimes raciaux, fondés sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre et le droit à l'autonomie et l'intégrité corporelle y compris nos droits sexuels et de la procréation.

Faute du respect de ces droits, des dizaines de millions de femmes et de filles ne peuvent pas terminer leurs études, avoir des revenus décents, mener à bien des grossesses et des accouchements sûrs, ou exercer pleinement leur citoyenneté. Nous vivons dans un monde qui comporte la plus importante génération de jeunes jamais vue : 1,8 milliards de personnes. Ils et elles ont besoin de compétences, d'éducation et de santé. Ils et elles doivent être encouragés à s'engager dans cette voie en mettant fin aux mariages précoces, en investissant dans leur éducation, y compris l'éducation à la sexualité et la santé sexuelle et la procréation, ainsi que la protection de leurs droits humains.

Troisièmement, la société civile est de plus en plus préoccupée par l'une des tendances récentes les plus inquiétantes - l'influence croissante des entreprises privées et la dépendance du système multilatéral par rapport à leur pouvoir, y compris quand cette dépendance s'exprime sous couvert de partenariats. Les dernières décennies nous ont montré combien les mécanismes volontaires de régulation et de responsabilité sociale des entreprises peuvent être anémiques.

L'agenda post -2015 pour le développement durable doit comporter des clauses effectives en matière de transparence et des mécanismes clairs d'information publique, de réglementation et de réparation. La société civile considère le Forum politique de haut niveau (HLPF) comme un organisme central pour garantir la redevabilité dans ce domaine.

Quatrièmement, selon les mots de nos partenaires dans les mouvements des personnes handicapées : « Rien sur nous sans nous ». La société civile et les mouvements sociaux sont là et nous continueront d'être avec vous. Nous nous réjouissons d'une participation effective et robuste pour façonner le programme de développement de l'après-2015.

P.-S.

[Site web du Women Major Group \(en anglais\)](#)